

*La séance est ouverte à 9 h 15.*

**Point 109 de l'ordre du jour**

**Rapport du Secrétaire général sur l'activité de  
l'Organisation (A/62/1)**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à la décision prise lors de sa 3<sup>e</sup> séance plénière, tenue le 21 septembre 2007, l'Assemblée générale entendra une présentation du Secrétaire général de son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation, au titre du point 109 de l'ordre du jour. Je donne maintenant la parole au Secrétaire général.

**Le Secrétaire général** : Monsieur le Président, je vous félicite pour votre élection. À tous, bienvenue à New York en cette belle saison.

C'est pour moi un plaisir et un honneur d'être avec vous pour l'ouverture du débat général de la soixante-deuxième session de notre Assemblée générale. Je crois que l'année qui s'annonce sera la plus intense de notre

histoire. Je crois aussi, très fermement, qu'ensemble nous pourrons en faire une des plus fructueuses.

Nous avons pris un bon départ. La semaine dernière, nous avons accueilli une réunion de haut niveau du Groupe de pilotage pour la réalisation des objectifs du Millénaire en Afrique, une priorité manifeste. Des dirigeants du monde entier se sont également réunis pour parler de la voie à suivre au Moyen-Orient, en Afghanistan, au Darfour et en Iraq. Et hier, nous avons eu une conférence très productive sur les changements climatiques.

Les objectifs étaient de mobiliser les énergies, la détermination politique et de coordonner l'action en nous réunissant tous sous le même toit - celui de l'Organisation des Nations Unies - pour que nous soyons tous unis dans la lutte contre les changements climatiques. C'était déjà énorme. Et c'est de cette façon que j'espère que nous travaillerons ensemble à l'avenir.

(l'orateur poursuit en anglais) : Si je puis répéter, c'est ainsi que j'espère que nous travaillerons ensemble à l'avenir.

Les prochaines années nous placeront, c'est certain, devant un nombre impressionnant de défis. Ces problèmes ne s'arrêtent pas aux frontières. Et aucun pays, qu'il soit grand ou petit, riche ou pauvre, ne pourra les régler seul.

Plus qu'aucune auparavant, notre époque est celle de l'action collective. Il semble souvent que tout le monde veuille que l'ONU se charge de tout. C'est impossible, évidemment. Mais ce n'est pas une excuse pour ne rien faire.

D'où le titre de mon allocution - « Une ONU plus forte pour un monde meilleur ».

Notre monde change et a besoin d'une ONU plus forte. Nous comprenons tous combien il importe que le Secrétariat soit fort, solide et capable d'agir. J'ambitionne une administration soucieuse de résultats. Une administration efficace, qui sache où elle va, passe à l'action et rende compte de ses actes. Une administration, enfin, qui soit un modèle de compétence et d'intégrité et tire fierté de servir les intérêts de l'humanité.

Pour que cela soit possible, nous devons nous moderniser. Un changement climatique interne, voilà ce qu'il faut à l'ONU. Nous devons porter un œil neuf sur nos méthodes de travail. Nos leitmotivs doivent être : simplifier, rationaliser, déléguer.

Pour répondre aux espoirs que le monde place en nous, nous devons être plus rapides, plus souples et plus mobiles. Nous devons nous concentrer moins sur la rhétorique et plus sur les résultats, les réalisations concrètes.

J'accorde une grande importance à la mise en œuvre des réformes de la gestion que vous avez approuvées en vue de favoriser la transparence, la responsabilisation et l'efficacité. Et je me félicite des progrès que nous avons accomplis ces neuf derniers mois : nous avons rationalisé nos procédures budgétaires, élaboré notre plan-cadre d'équipement et remis de l'ordre dans nos finances. Je suis particulièrement reconnaissant aux 102 gouvernements qui ont versé l'intégralité de leurs quotes-parts annuelles.

Ensemble, nous avons réorganisé nos opérations de maintien de la paix, réorganisation qui touche plus de 100

000 hommes et femmes répartis entre 18 missions multinationales. Je compte poursuivre ces efforts en renforçant le Département des affaires politiques. Nous devons agir avant que les crises n'éclatent. Bien organisées et soigneusement exécutées, les actions de diplomatie préventive sauvent des vies et évitent bien des tragédies, une des principales responsabilités que la Charte confie à l'ONU.

Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour mettre fin à la tragédie du Darfour. Le Gouvernement soudanais doit, comme il s'y est engagé, participer à des négociations de paix globales et observer un cessez-le-feu. Nous devons aussi appliquer l'accord de paix qui a mis fin à la longue guerre civile entre le nord et le sud et nous préparer à la tenue d'élections en 2009.

La crise du Darfour a de nombreuses causes. Pour la régler durablement, il faut apporter des remèdes tout aussi nombreux sur les plans de la sécurité, de la politique, des ressources, de l'eau, de la situation humanitaire et du développement. Là comme partout, nous devons aller aux

racines des conflits, aussi multiples et enchevêtrées soient-elles.

La paix au Moyen-Orient est indispensable à la stabilité de la région et du monde. Ce qu'il faut, nous le savons : que la violence cesse, qu'il soit mis fin à l'occupation, qu'un État palestinien en paix avec lui-même et avec Israël soit créé et qu'une paix globale s'instaure, à l'échelle régionale, entre Israël et le monde arabe.

Grâce à une nouvelle impulsion donnée par le monde arabe et les États-Unis et aux efforts du représentant du Quatuor, Tony Blair, les éléments d'un nouvel effort de paix se mettent en place.

En outre, nous espérons sincèrement que le peuple libanais, grâce au processus de réconciliation nationale, pourra recouvrer une stabilité politique et sociale en élisant son nouveau Président, dans le respect de sa constitution.

L'Iraq est désormais un problème mondial. Avec la résolution 1770 (2007) récemment adoptée par le Conseil de

sécurité, l'ONU peut jouer un rôle important en encourageant les négociations politiques et la réconciliation nationale et en apportant une aide humanitaire aux Iraquiens. Mais la sécurité du personnel des Nations Unies est primordiale.

En Afghanistan, nous devons coopérer plus efficacement avec nos partenaires pour lutter contre le trafic de drogues et le financement du terrorisme.

Nous suivons de près les événements qui se produisent au Myanmar. Une fois de plus, nous exhortons les autorités du Myanmar de faire preuve de la plus grande retenue, d'engager sans plus attendre un dialogue avec toutes les parties concernées par le processus de réconciliation nationale sur des questions importantes pour le peuple du Myanmar. A cet égard, mon Conseiller spécial devrait se rendre prochainement au Myanmar.

Depuis le premier jour de mon mandat, je souligne l'importance du désarmement, obligation que l'Assemblée générale a récemment réaffirmée quand elle a approuvé ma proposition de créer un Bureau des affaires de désarmement.

Nous devons redoubler d'efforts pour que les armes de destruction massive et les technologies connexes cessent de proliférer, et surtout pour qu'elles ne tombent pas entre les mains de terroristes. Les progrès récemment accomplis autour de la question de la République populaire démocratique de Corée sont encourageants. J'espère très sincèrement que la prochaine réunion au sommet intercoréenne permettra d'accomplir un pas historique en direction de la paix, de la sécurité et, à terme, de la réunification pacifique de la péninsule coréenne. Je suis convaincu que nous parviendrons à une solution négociée avec la République islamique d'Iran. Notre but ultime demeure l'élimination totale des armes de destruction massive. Si nous échouons, c'est nous que ces armes risquent un jour de détruire.

Nous qui travaillons pour l'ONU, nous devons avoir une vision à long terme, dans la politique comme dans la vie. Si occupés que nous soyons à gérer l'ici et maintenant, nous devons dès aujourd'hui réfléchir à l'avenir. Hier, j'ai parlé des changements climatiques comme d'une question qui « définira notre ère ». Nous en sommes tous tombés d'accord. Le moment est venu de passer à l'action. Rendons-

nous donc à Bali et débloquons la situation. Nous sommes aussi tombés d'accord sur le fait que la recherche de solutions au réchauffement de la planète ne doit pas compromettre le développement économique, qui est le deuxième pilier de l'action de l'ONU. Les questions de développement et d'équité sociale ne doivent pas être reléguées au second rang derrière la paix et la sécurité.

Cette année est le point médian du délai fixé pour la réalisation de nos objectifs du Millénaire pour le développement. Nous avons remporté un certain nombre de succès. Sur toute la planète, un nombre sans précédent d'hommes et de femmes sont en train de se libérer de la pauvreté. Malgré cela, la marée montante de la mondialisation n'a pas le même effet porteur pour tous.

Cela se voit surtout en Afrique, où vivent la majorité de ceux qui constituent « le milliard le plus pauvre du monde », selon l'expression d'un économiste de la Banque mondiale. Nous devons accorder une attention particulière aux pays qui ont des besoins spéciaux. Nous devons nous mettre à l'écoute des peuples les plus pauvres, dont, trop souvent, la voix n'est pas entendue.

C'est pourquoi j'ai convoqué, il y a quelques jours, le Groupe de pilotage pour la réalisation des objectifs du Millénaire en Afrique, qui réunit les chefs des grandes organisations multilatérales au service du développement.

Nos objectifs du Millénaire peuvent encore être atteints, à condition que nous aidions les pays les plus pauvres à se libérer des entraves qui les paralysent. Certaines de ces entraves sont la conséquence d'une mauvaise gouvernance. D'autres sont dues aux maladies et à une infrastructure sanitaire insuffisante. Il est intolérable que le VIH/sida continue à se propager comme une peste des temps modernes. Il est intolérable que près de 10 millions d'enfants meurent chaque année avant leur cinquième anniversaire, et que la plupart d'entre eux meurent de maladies qui peuvent être évitées, comme le paludisme. C'est une tache sur la conscience morale du monde.

Cela ne veut pas dire que nous ferons pour ces pays des choses qu'ils devraient - et qu'ils peuvent - faire eux-mêmes. Le « Miracle asiatique » a montré, en effet,

qu'un développement réussi est largement le résultat de décisions judicieuses et rigoureusement appliquées.

De notre côté, nous devons améliorer l'efficacité et la cohérence de nos programmes multilatéraux de développement et mieux harmoniser notre action dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de l'infrastructure afin d'obtenir de meilleurs résultats.

De leur côté, les pays donateurs doivent faire plus pour tenir leurs promesses d'aide, d'allégement de la dette et d'ouverture de leurs marchés. L'avenir de tous les pays en développement, en Afrique et ailleurs, dépend de la mise en place de systèmes commerciaux et financiers ouverts, équitables et non discriminatoires. C'est pourquoi nous ne devons négliger aucun effort pour mettre en œuvre le Programme de Doha pour le développement, qui met l'accent sur le développement et sur l'« aide au commerce ».

Le troisième pilier de l'action de l'ONU, les droits de l'homme, trouve sa plus parfaite expression dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont nous célébrerons le sixantième anniversaire en 2008. Le Conseil

des droits de l'homme doit jouer son rôle de phare partout dans le monde, et ceci de façon cohérente et équitable. Je m'attacherai à inscrire notre principe de la « responsabilité de protéger » dans la réalité et à prendre à temps les mesures voulues pour éviter que de nouvelles populations ne soient victimes de génocide, de nettoyage ethnique ou de crimes contre l'humanité.

Nos tribunaux internationaux continuent de faire leur travail, du Rwanda à la Sierra Leone et, bientôt, au Liban. L'ère de l'impunité est révolue.

Pendant ce temps, les travailleurs humanitaires de l'ONU continuent, avec un courage et un dévouement exceptionnels, à faire de leur mieux pour sauver des vies. Ils aident à protéger les populations civiles des destructions infligées par les milices armées, les enfants de la famine et les femmes d'une violence révoltante.

L'année écoulée n'a pas vu de catastrophe naturelle à l'échelle du tsunami de 2004. Mais l'intensité des inondations, des sécheresses et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes, peut-être aggravés par les

changements climatiques, a été une source d'épreuves et de souffrances pour des millions de personnes. C'est pour ces personnes, surtout, que l'ONU monte au front. Car nous répondons présent à l'appel de ceux qui ne sont pas en état de s'aider eux-mêmes.

*(l'orateur poursuit en français)*

Je me sens souvent empli d'un sentiment de profonde humilité face à l'ampleur de tous ces défis. Tant d'espoirs sont placés en nous ! Mais nous avons une obligation de répondre à ces espoirs avec de la persévérance, de la patience, du courage et de la discipline. Nous devons transformer la façon dont l'ONU fait son travail. La façon avec laquelle nous travaillons. Concentrons-nous plus sur les résultats que sur les procédures bureaucratiques. Le pendule de l'histoire bat en notre faveur. Le multilatéralisme est de retour. Un monde de plus en plus interdépendant reconnaît que l'ONU représente le meilleur moyen - en fait, le seul moyen - de relever les défis de l'avenir.